

Le pluralisme oublié

Le Forum des sociétés de journalistes refuse de cautionner les Etats généraux de la presse, qui ne tiendraient pas compte de l'indépendance des rédactions

Singuliers Etats généraux de la presse écrite où n'ont été concédées que deux places – sur 140 participants – aux représentants des sociétés de journalistes. Et encore, au terme d'après négociations avec l'Elysée qui en disent long sur l'objectivité des débats. Ne pouvant que faiblement faire entendre sa voix, le Forum des sociétés de journalistes a donc préféré ne pas apporter sa caution à des Etats généraux où tout semble joué d'avance.

A commencer par écarter d'emblée les mauvais coucheurs qui oseraient évoquer les problèmes de qualité de l'information et d'indépendance des rédactions. Ajoutons que l'organisation de ces Etats généraux défie les règles élémentaires de la démocratie dont ils prétendent s'inspirer : légitimité des patrons de commission plus que discutable, participants triés sur le volet, avec une majorité d'éditeurs et une faible représentation des journalistes, enfin, quasi-absence de lecteurs et surtout une publicité des débats insuffisante. La presse d'information générale et ses lecteurs mériteraient mieux que cela.

Patrons de presse et hommes politiques vont donc se retrouver entre eux – avec le succès qu'on leur connaît depuis plusieurs décennies dans ce domaine – pour déterminer ce que sera la nouvelle donne économique du secteur. Mais se pencheront-ils sur les vrais problèmes qui rongent notre profession, son discrédit auprès des lecteurs, intimement lié à son manque d'indépendance, mais aussi aux conditions de travail dégradées au sein des rédactions ?

Si en 2003, un grand nombre de sociétés de journalistes ont, pour la deuxième fois dans l'histoire de la presse, choisi de se fédérer au sein du Forum des sociétés

de journalistes, c'était justement pour réagir aux attaques répétées menées par tous les pouvoirs – économiques, politiques, judiciaires – contre l'indépendance des rédactions. Elles ont été nombreuses, à tel point que le nombre d'adhérents du Forum a plus que doublé, des sociétés de journalistes se créant dans de nombreux médias, et notamment lorsque leur indépendance est menacée.

Le but de ces sociétés n'est pas de défendre la corporation des journalistes, mais de faire respecter un bien public qui, plus que jamais, nous est essentiel à tous, l'information. Depuis la révision du 23 juillet, l'article 34 de la Constitution consacre d'ailleurs définitivement « la liberté, le pluralisme et l'indépendance des médias ». Mais de cela, on ne veut pas avec les sociétés de journalistes aux Etats généraux de la presse.

Hyperconcentration

Justement de quoi y parlera-t-on ? D'abord d'abaisser les seuils de concentration qui empêchaient les rares acteurs économiques du secteur d'y être trop dominants. Chiche ! Mais que propose-t-on en échange aux journalistes – et aux lecteurs – pour leur garantir que cette hyperconcentration de leviers médiatiques entre quelques mains amies de tous les pouvoirs, fonctionnera sans broyer les dernières velléités d'indépendance ?

La presse française vit déjà une situation d'exception : comment peut-elle jouer son rôle de contre-pouvoir quand elle est la propriété, parmi d'autres activités, d'industriels certes respectables, mais quand même si proches du pouvoir, ne serait-ce qu'à travers l'attribution des marchés publics.

Aux Etats généraux, il aurait sans doute

été révolutionnaire d'aborder cette confusion des genres. D'autant que, sur la concentration, Danielle Giazzi, secrétaire nationale de l'UMP, dans son rapport « Sur les médias et le numérique », remis à Nicolas Sarkozy, nous rassure sur l'indépendance à venir des rédactions : elle estime que la concentration permettra aux journaux d'être économiquement plus rentables, ce qui rendra mécaniquement les journalistes plus libres. Qui peut croire à une telle fable ?

En réalité, sans établir des chartes de déontologie juridiquement opposables au sein des rédactions, sans assurer légalement l'existence des sociétés de journalistes, chargées de les faire respecter, sans associer les journalistes aux décisions éditoriales, la confiance avec les lecteurs ne sera jamais rétablie.

Les Etats généraux ne devraient avoir qu'un but. Redonner un vrai sens au pluralisme, dans le respect mutuel des prérogatives des éditeurs, du droit d'expression des journalistes, du devoir d'absolue neutralité des pouvoirs publics. Il serait incompréhensible que la presse meurt, finalement étouffée par tous ceux qui ne veulent pas entendre les vraies aspirations de ceux qu'ils emploient. Car les journalistes ne demandent qu'une chose : réaliser un travail de qualité qui permettra de regagner le respect des lecteurs et valorisera les investissements des éditeurs. ■

Sylvain Courage, « Le Nouvel Observateur » ; Jean-Michel Dumay, « Le Monde » ; François Malye, « Le Point » ; Caroline Mangez, « Paris Match » ; Matthieu Quiret, « Les Echos » ; Isabelle Trentesaux, « L'Express ».

Un New Deal européen, écologiste et social

Rafistoler le système financier ne résoudra pas les contradictions du modèle de développement

Ceux qui font la loi sur les marchés ont échoué, par leur entêtement et leur incompétence. Ils ne connaissent que les règles d'une génération d'égoïstes. Ils n'ont pas de vision, et là où il n'y a pas de vision, le peuple périt. Dans le temple de notre civilisation, les financiers sont tombés de leur piédestal. Nous sommes le 4 mars 1933, au plus fort d'une crise qui plonge les Etats-Unis dans la dépression : Franklin D. Roosevelt inaugure son premier mandat. Il va révolutionner l'Amérique, et changer le monde. Ces années d'après le krach verront la naissance de l'Etat-providence moderne : « Le devoir central du gouvernement, dit encore Franklin Roosevelt, est de venir en aide aux citoyens victimes d'une adversité telle qu'ils ne peuvent accéder aux simples nécessités de l'existence sans l'aide des autres. »

Face à l'adversité ? Nous y sommes. Et la crise que nous vivons aujourd'hui pourrait être plus brutale encore que la Grande Dépression des années 1930. Par ses effets sur l'économie réelle, évidemment ; par son impact bien concret pour des millions de personnes, dans notre pays et dans le monde, accablées au désespoir et à la révolte. Mais aussi – et peut-être surtout – en ce qu'il est, cette fois-ci, radicalement exclu d'attendre que tout redevienne comme avant. Cela n'arrivera pas.

La crise financière – et maintenant économique et sociale – occupe tous les écrans, mais les autres crises demeurent. Et se conjugueront durablement, car elles sont des crises structurelles. Celle de l'énergie, malgré le très provisoire recul des prix pétroliers ; celle de l'alimentation, qui s'aggrave parce que quelques riches nations, droguées à la voiture, ont décidé de brûler des céréales comme carburants ; celle du climat, dont chaque nouvelle publication scientifique nous confirme la gravité et, pire, nous indique que nous persistons à la sous-estimer. Le système financier peut bien être sauvé, la crise économique s'atténuer, toute tentative de faire comme s'il ne s'était rien passé, de relancer la même logique prédatrice, se heurtera au réel.

On peut choisir de faire l'autruche, et aller répétant que toutes nos difficultés viennent de la crise financière. On peut aussi – c'est être lucide – admettre que la crise actuelle est une convulsion, un symptôme des contradictions fondamentales du modèle de développement de ces trente dernières années.

En transformant l'économie planétaire en économie de casino, en confinant les pays du Sud au rôle d'atelier manufacturier du monde, en ruinant les agricultures paysannes, en détruisant sans vergogne la ressource écologique, en disséminant la guerre pour l'appropriation de la rente écologique, ce système a sapé jusqu'aux bases de sa propre croissance. Il a au fond commencé à détruire les compromis sociaux et les ressources écologiques sans lesquels aucune économie ne peut prétendre produire et partager durablement quelque forme de richesse que ce soit.

Rafistoler ne suffit plus, et n'a même plus de sens. Comme Roosevelt en 1933, comme le gouvernement de Front populaire en 1936, nous n'avons d'autre choix que d'explorer l'inédit. L'heure est à l'invention d'un nouvel Etat-providence. Mais il sera, nécessairement, aux dimensions de l'Europe, seul espace potentiellement porteur des aspirations et des transformations que les Etats-nations ne peuvent plus réaliser seuls. Protéger vraiment les

Dominique Voynet

Sénatrice (Verts) de Seine-Saint-Denis

victimes de l'adversité suppose d'élever les outils de la protection et de la solidarité à ce niveau, désormais le plus pertinent, et d'ajouter aux outils classiques de protection sociale ceux qui permettront de nous protéger de risques nouveaux, nés de la crise écologique.

Car ce New Deal européen n'a de sens que s'il prend pleinement la mesure des bouleversements écologiques en cours, et de leur accélération. Il devra permettre de hâter les transitions vers un développement beaucoup plus sobre, beaucoup plus économe. Bâtir ce New Deal, c'est engager une mutation radicale de nos manières d'habiter un monde radicalement différent. C'est permettre à tous de vivre autrement, et mieux. C'est bâtir une Union-providence, et ce sera le travail d'une génération.

Un nouvel imaginaire

Utopie ? Certainement pas. C'est même la voie la plus réaliste, celle qui prend la mesure des périls, non pour constater notre impuissance, mais pour porter nos réponses à la hauteur de ceux-ci. Elle supposera des investissements publics massifs – et des réorientations budgétaires conséquentes – dans les secteurs-clés de la transition : les transports, le bâtiment, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, l'agriculture (qui mobilise 40 % du budget européen), mais aussi l'éducation, la formation et la culture. Car c'est un nouvel imaginaire qu'il s'agit de nourrir.

Ce Green New Deal serait enfin une réponse à la crise du projet européen, qui n'est ni technique ni institutionnelle : l'Union peine à justifier sa raison d'être même aux yeux des citoyens européens parce qu'elle manque d'âme et de chair. Les gauches européennes, longtemps hésitantes à projeter dans l'espace européen les aspirations au mieux vivre qu'elles portent dans chaque nation, ont laissé le champ libre à des droites décomplexées, qui veulent bien de l'Europe comme zone de libre-échange, mais pas comme espace nouveau de régulations et d'émancipation des êtres humains. Aller plus loin que l'Europe (super) marché, comme le désire la majorité des citoyens européens, supposera que les gauches veuillent bien revisiter, là encore, quelques anciennes certitudes.

Je vois trois exigences majeures : d'abord, articuler enfin les complexités écologiques et sociales, et non jouer l'une contre l'autre face au désordre économique ; ensuite, faire preuve d'autant d'ambition que de réalisme, car c'est maintenant que les Européens attendent des réponses à leurs inquiétudes et leurs souffrances ; enfin, clarifier les alliances entre gauches et écologistes, accepter et assumer que les gauches ne seront efficaces demain que si elles sont transformées par l'écologie.

Finissons là, avec Franklin Roosevelt : « La mesure de ce que nous aurons accompli dépendra de notre capacité à mettre en pratique des valeurs sociales plus nobles que le seul appât du gain. » L'élection de Barack Obama est une invitation à réussir, en Europe, pour l'Europe et pour les Européens, une mutation politique, culturelle et symbolique aussi puissante et inattendue que cette victoire américaine ; un appel à nous élever à la hauteur du monde qui vient. ■

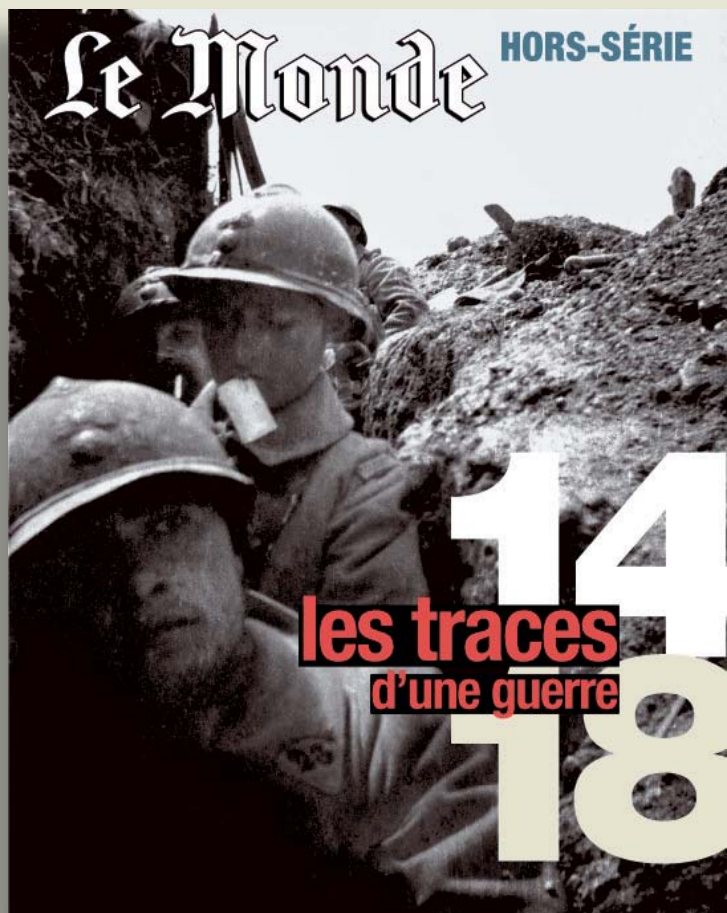
MÉMOIRES D'UNE GRANDE GUERRE

ENTRETIEN
avec Antoine
Prost « 14-18
est la première
guerre totale »

HISTOIRE
Portfolio :
Les petits poilus
de Léon Gimpel

TEMOIN
Entretien avec
Abdoulaye Wade,
président
du Sénégal

MÉMOIRES
Débats
d'historiens
et portraits de
collectionneurs



Le dernier poilu français, Lazare Ponticelli, est mort au printemps 2008. Il ne reste maintenant comme témoins vivants de la Grande Guerre que quelques Anglais, un Italien... Place à l'histoire et à la mémoire. Portraits, entretiens et documents inédits pour essayer de comprendre d'où vient le regain d'intérêt pour ce conflit dont on célèbre les 90 ans cette année.

UN HORS-SÉRIE DU MONDE – 100 PAGES – 7 €
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

EX PARTENARIAT
AISC
ecpa ▶ d
Etablissement
de communication
et de production
audiovisuelle de
la défense

Proposer un texte à la page Débats

par courriel :
opinions
@lemonde.fr

par la poste :
Le Monde,
page Débats,
80, boulevard
Auguste-
Blanqui,
75707
Paris Cedex 13

Nom, adresse
et numéro
de téléphone
des auteurs
doivent
accompagner
ces envois.
Les textes
courts,
maximum
4500 caractères
espaces
compris,
sont
bienvenus.

RECTIFICATIFS ET PRÉCISIONS

Barack Obama. Dans la tribune de Justin Vaïsse parue dans *Le Monde* du vendredi 7 novembre intitulée « Le leadership moral retrouvé », la formule « Obama, oui ; Mamadou, non » était de Vincent Geisser.

Charles Maze. Dans l'article « Des nounours contre les dangers d'Internet », (*Le Monde* du 5 novembre), nous avons oublié d'indiquer que les photos ont été faites par Charles Maze, qui a travaillé bénévolement pour l'association Action innocence.

Elections américaines. Dans l'in-

fographie publiée dans *Le Monde* du 4 novembre, en page 5, sur le financement des campagnes électorales américaines, les montants indiqués pour les années allant de 1976 à 2004 correspondent aux sommes collectées par tous les candidats à l'élection présidentielle, et non pas par le seul vainqueur, comme indiqué par erreur.

Milan Kundera. L'écrivain français d'origine tchèque nous a fait parvenir la précision suivante : « Je n'ai pas refusé de signer la charte en 1977. Personne ne m'a jamais demandé de la signer. Je vivais à cette époque en France, à Rennes, depuis deux ans. »